

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°525 – 16 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Création de zones franches entre l'Algérie et la Mauritanie, le Mali et le Niger

Le président algérien a [proposé](#), le 13 février, la création de zones franches dès 2024 entre l'Algérie et cinq pays africains frontaliers, la Mauritanie, le Mali et le Niger ainsi que la Tunisie et la Libye, en vue de renforcer l'intégration économique régionale. Ces espaces situés aux frontières entre deux pays seront caractérisés par des exonérations de droits de douane, des installations d'entreposage, de stockage et de distribution. A cette fin, le président algérien a annoncé la mobilisation de partenariats public/privé pour l'amélioration des infrastructures, l'exploitation des ressources nationales, le recours aux fonds régionaux et internationaux de développement des infrastructures ainsi qu'à d'autres outils de financement innovants.

Bénin

La SBIN bénéficiera d'avantages fiscaux pour l'extension du réseau de télécoms

Le gouvernement a [annoncé](#) que la Société béninoise d'infrastructures numériques (SBIN) bénéficiera d'une exonération des droits et taxes d'entrée sur le matériel pour le projet d'extension de son réseau télécoms à l'intégralité du territoire national. L'exonération est rendue possible par un agrément de l'entreprise au régime des investissements

Le chiffre à retenir

195 M USD

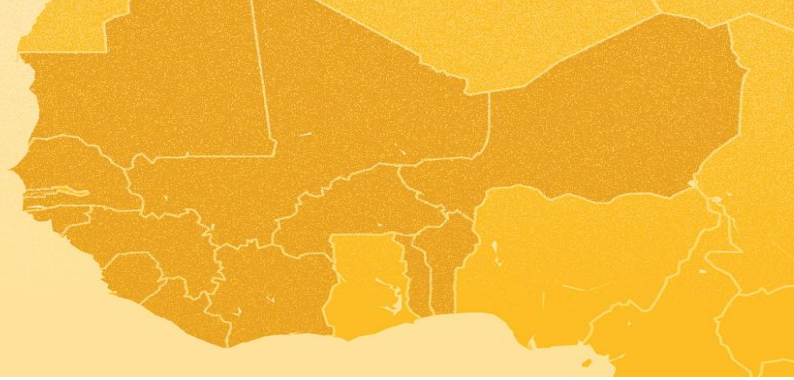
Dans le sillage de la CoP 27, le soutien de la Banque mondiale pour la résilience de la Vallée du Fleuve Sénégal

spécifiques et ne concernera pas la taxe de voirie, la taxe de statistique, le timbre douanier, le prélèvement communautaire (PC), le prélèvement communautaire de solidarité (PCS) et le prélèvement de solidarité (PS). Cette aide fiscale intervient dans le cadre de l'effort du gouvernement visant à « rendre disponible une connexion Internet stable et fiable » et mobilisant 24,3 Mds FCFA (37 M EUR) pour l'exercice 2024, après 31 Mds FCFA (47 M EUR) en 2023. Dans ce contexte, la SBIN est une entreprise publique créée en octobre 2022 et dont la gestion déléguée est confiée à la Sonatel. Selon l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP), la SBIN domine le marché de l'internet fixe avec 19 154 abonnés sur 24 641 au premier trimestre 2023.

Burkina Faso

La production cotonnière devrait connaître une légère hausse lors de la campagne 2023/2024

Selon [le bilan à mi-parcours](#) de la campagne cotonnière 2023/2024, la production de coton graine ressortirait à 407 500 tonnes, soit une



hausse de 1% par rapport à la campagne écoulee. Toutefois, le rendement moyen national prévisionnel pourrait connaître une amélioration de 35% pour s'établir à 882 Kg/ha. En effet, les superficies emblavées ont baissé de 25% et s'établissent à 462 163 ha, dans un contexte en outre marqué par la crise sécuritaire et le renchérissement des prix de certains intrants. Pour la campagne 2023/2024, le prix du kilogramme du coton graine de 1^{er} choix a été fixé à 325 FCFA (0,5 EUR) et celui du 2^{ème} choix à 300 FCFA (0,46 EUR), soit une hausse de 8% par rapport à la campagne précédente. Enfin, les producteurs ont bénéficié d'une subvention totale de 11,5 Mds FCFA (17,5 M EUR), dont 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) accordés par l'Etat et 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR) apportés par la filière coton.

Côte d'Ivoire

Engagement du gouvernement en faveur de l'Economie sociale et solidaire

Le 14 février, en [conseil des ministres](#), le gouvernement a adopté une [communication](#) relative à sa feuille de route 2024. Il entend poursuivre et accélérer la mise en œuvre des actions programmées pour l'atteinte des objectifs du PND 2021-2025 en intensifiant notamment son engagement en faveur de l'Economie sociale et solidaire (ESS) pour l'année 2024. A cet effet, il prévoit de poursuivre ses efforts de mobilisation des ressources intérieures. En outre, l'institutionnalisation de l'ESS, la révision des mesures de lutte contre la traite des personnes et l'accélération de l'opérationnalité de la réforme de la CMU seront également prioritaires, afin d'assurer l'effectivité des prestations des soins.

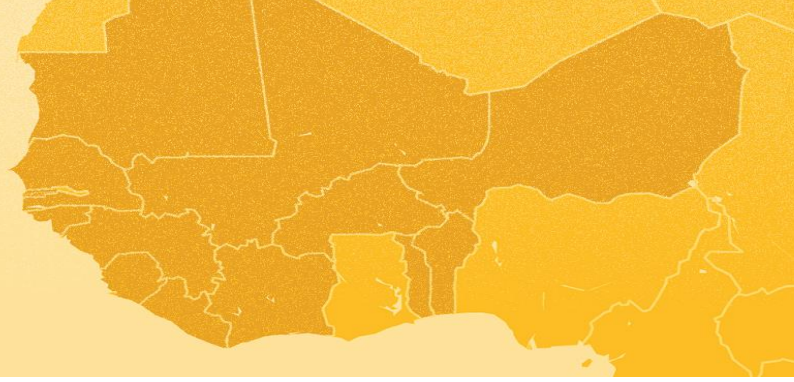
38 M EUR dans le cadre d'un accord de partage de risque entre la SFI et NSIA en faveur des TPE/PME

Le groupe NSIA est en passe de conclure un [accord](#) de partage de risques avec la Société financière internationale (SFI) à hauteur de 38 M EUR (soit 25 Mds FCFA). Ce mécanisme devrait permettre au groupe bancaire d'atténuer ses risques et favoriser ainsi l'octroi de prêts nécessaires au développement des TPE/PME. A noter qu'il s'inscrit dans le cadre du *Small Loans Guarantee Program* (SLGP) développé conjointement par deux institutions reliées à la Banque mondiale, l'IFC et Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), visant à introduire des mécanismes financiers innovants facilitant l'accès des entreprises aux services financiers ainsi qu'un partage des risques pour encourager les institutions financières des pays d'accueil à élargir leur portefeuille de prêts aux TPE/PME.

Guinée

La mission du FMI étudie la demande d'une aide budgétaire d'urgence face à la crise des carburants

En mission à Conakry du 31 janvier au 13 février, le FMI a [examiné](#) la gestion macro-économique du pays et étudié des recommandations au titre de l'article IV (conclusions à venir en avril prochain). Ces dernières porteraient essentiellement sur le projet Simandou et son régime fiscal, l'apport du secteur minier à l'économie, l'accroissement de la mobilisation des recettes fiscales et douanières, la politique monétaire, les prix de référence ainsi que la gouvernance économique et financière. Cette mission avait également comme deuxième objectif, celui d'étudier la possibilité d'une aide budgétaire d'urgence suite à la requête du gouvernement guinéen au lendemain de l'explosion du principal dépôt pétrolier du pays le 18 décembre 2023. A ce titre, le gouvernement pourrait potentiellement se voir attribuer l'équivalent de 25% de sa quote-part de DTS disponible au niveau du FMI soit environ 72 M USD.



Crise d'électricité : négociations pour le retour du bateau turc Karpowership

Depuis l'explosion du principal dépôt de carburant le 18 décembre, la Guinée est plongée dans une [crise](#) majeure. Cette crise se manifeste par une pénurie de carburant, une rareté croissante d'électricité et des coupures d'internet. Pour répondre à la crise énergétique, le président de la Transition envisage de collaborer avec Karpowership, une société turque fournissant de l'électricité à travers des centrales flottantes et ce alors que la décision avait été prise de ne pas renouveler le contrat avec Karpowership, en raison notamment de désaccords fiscaux.

L'inflation en décembre 2023 se situe à 6,5 % en g.a au niveau national

Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation s'est établi au [mois de décembre](#) à 6,5% en glissement annuel (g.a). Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse en g.a. des prix des postes « alimentation et boisson non alcoolisées » (+8 %), « transports (+16,8 %) » ainsi que « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+11,2 %) ». Par ailleurs, par région, l'inflation a été tirée en grande partie par les régions de Conakry (+9,3 %), Kankan (+6,5 %), Boké (+5,8 %) et Faranah (+7,6 %). Une analyse transversale permet de constater que les produits frais (+15,2%) et les produits énergétiques (+24,2%) sont ceux qui ont le plus porté l'inflation, s'ajoutant à l'inflation sous-jacente (+3,7%).

Libéria

Le nouveau Président ordonne un audit de 3 institutions clefs

Le 7 février, le Président récemment élu, Joseph Boakai, [a demandé](#) à la Commission générale d'audit de procéder à un audit complet de trois institutions gouvernementales clefs, à savoir la Banque centrale du Libéria, l'Agence nationale

de sécurité (NSA) et le Service de Protection des Exécutifs (EPS). L'audit, dont les résultats sont attendus dans un délai de trois mois, couvrira leur activité sur la période 2018-2023 correspondant aux années de gestion de l'ancien président George Weah. L'audit de ces trois institutions marque le début d'un audit général des ministères et agences gouvernementales, conformément à l'engagement du Président à lutter contre la corruption et à garantir la transparence et la responsabilité dans la gouvernance du pays.

Mauritanie

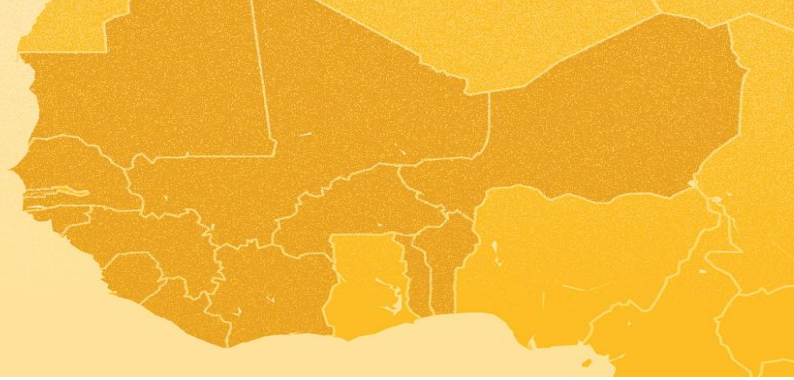
La BEI accorde un financement de 21,5 M USD à la BCI pour le soutien aux PME

La Banque européenne d'investissement (BEI) poursuit son partenariat avec [la Banque pour le commerce et l'industrie de Mauritanie](#) (BCI) en lui accordant un nouveau financement de 21,5 M USD. Au moins 50% de ce prêt sera affecté à des PME dirigées par des jeunes, et 40% du financement soutiendra des entreprises donnant des moyens d'action aux femmes entrepreneures et dirigeantes. Au-delà du financement, la BCI disposera d'une assistance technique destinée à soutenir son engagement climatique.

Sénégal

La Banque mondiale accorde un financement de 195 M USD pour le développement de la Vallée du Fleuve Sénégal

Le 13 février, le Conseil d'administration de la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 195 M USD en soutien au projet de développement et de résilience de la Vallée du Fleuve Sénégal (PDRVFS). Le projet vise à améliorer l'accès des communautés, riveraines de la Vallée du Fleuve Sénégal en Mauritanie et au Sénégal, à des infrastructures et services



inclusifs, intégrés au niveau régional et résilients aux effets du changement climatique. Financé sur les fonds de l'Association internationale de développement (IDA), il devrait bénéficier à près de 2,9 M de personnes en particulier des femmes et des jeunes. Ce nouveau projet s'inscrit dans les mesures prises suite à la Cop27 et permettra de renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique sur cette zone qui abrite l'essentiel des terres irriguées aussi bien pour Mauritanie (90%) que pour Sénégal (80%).

Arrivée du FPSO Léopold Sédar Senghor sur le champs pétrolier Sangomar

La société nationale des pétroles du Sénégal (Petrosen) [a annoncé](#), le 11 février, l'arrivée sur le site du champs pétrolier Sangomar de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) en provenance de Singapour. D'une longueur de 372 mètres et d'une largeur de 58 mètres, le FPSO dispose d'une capacité de 1,3 M de barils et devrait assurer une production d'environ 100 000 à 125 000 barils de pétrole brut par jour. L'arrivée de cette unité, qui est un élément central du dispositif d'exploitation du champs Sangomar, marque une étape significative vers le démarrage de la production de pétrole au Sénégal prévu à la mi-2024. La construction du FPSO a été confiée en 2020 à l'entreprise japonaise Modec. Pour rappel, le développement de Sangomar, découvert en 2014 et contenant à la fois du pétrole (réserves estimées à 630 M de barils) et du gaz, a été confié à l'entreprise australienne *Woodside*

Energy. D'après le communiqué, l'Etat qui, à travers Petrosen, contribue à hauteur de 18% au projet soit 900 M USD, devrait recevoir 55% des bénéfices.

Togo

De nouvelles mesures pour encourager la transformation locale de la ferraille

Dans [un communiqué du 2 février 2024](#), le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale a présenté trois mesures phares destinées à encourager les industries togolaises de transformation de la ferraille. Tout d'abord, seuls les métaux ferreux et non ferreux transformés par les industries locales pourront être exportés. Deuxièmement, le communiqué fixe des prix minimums d'achat des produits transformés : pour l'aluminium et les batteries, il s'agit respectivement de 910 FCFA (1,39 EUR) et 640 (0,97 EUR) FCFA le kilo. Ces prix pourront en outre faire l'objet d'évolutions selon les cours. Enfin, le secteur fera désormais l'objet de davantage de réglementations : un comité de suivi est mis en place et l'exportation sera soumise à la délivrance d'un agrément. Ces annonces maintiennent la suspension, décidée en 2021, de l'exportation de la ferraille collectée au Togo. Elles ont pour ambition de faire du pays un acteur sous-régional de premier plan de la production de produits ferreux recyclés.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)